

SIMULATIONS DES DÉPENSES ET DES REVENUS DU QUÉBEC

L'HEURE DES CHOIX DIFFICILES A SONNÉ

Montréal, le 11 mars 2024. Avec un ralentissement économique qui plombe les revenus de l'État et des dépenses ardues à réduire, le gouvernement du Québec voit sa marge de manœuvre se résorber. Établir des priorités et effectuer des choix difficiles risquent d'être le lot des prochaines années.

« On ne parle donc pas ici de difficulté passagère, soutient Emna Braham, directrice générale de l'Institut du Québec (IDQ). La faible croissance économique, le vieillissement de la population et les défis liés à la livraison de services aux citoyens affecteront à plus long terme les finances publiques du Québec. » C'est d'ailleurs ce qu'indiquent les simulations effectuées par l'IDQ pour l'horizon 2024-2025 à 2034-2035, à partir du modèle du Conference Board du Canada (CBdC).

Revenus : un rebond suivi d'un ralentissement

Bien qu'en raison du ralentissement économique, les revenus pour l'année financière 2024-2025 devraient être moindres, un rebond associé à une éventuelle reprise pourrait s'observer au cours des années qui suivent. La croissance plus rapide de la population québécoise, propulsée par l'immigration temporaire, pourrait également exercer une influence positive sur les revenus de l'État.

Toutefois, à plus long terme, la croissance économique devrait ralentir après l'exercice financier 2029-2030. Si bien que la croissance annuelle des revenus (**2,8 %**) deviendrait moindre que celle des dépenses qui continueraient, quant à elles, à augmenter pour atteindre **3,4 %** en 2034-2035.

La croissance des dépenses ralentit puis augmente, poussée par les coûts de santé

Les efforts entrepris l'an dernier pour réduire la croissance des dépenses devraient porter leurs fruits, mais le renouvellement des conventions collectives dans le secteur public change considérablement le portrait. Si l'on omet du calcul les hausses salariales convenues au terme des négociations, l'augmentation des dépenses ne s'élèverait que de **1,1 %** en 2024-2025. Ce chiffre grimpe toutefois à **2,3 %** une fois les hausses salariales prises en compte. À plus long terme, c'est la croissance des coûts de santé qui gonflera les dépenses. Notons qu'ils accaparent déjà près de **40 %** des dépenses de l'État.

... mais le niveau de dépenses était déjà plus élevé

En outre, l'analyse révèle que les dépenses de portefeuilles ont augmenté plus vite que l'économie. Une situation qui devrait perdurer car selon les simulations, les dépenses de portefeuilles devraient représenter **23,4 %** du produit intérieur brut (PIB) en 2034-2035 en tenant compte des hausses salariales accordées lors du renouvellement des conventions collectives. Cela représente **1,3** point de pourcentage de plus qu'avant la crise sanitaire.

Les finances publiques ne s'équilibreront pas d'elles-mêmes

En 2023, la *Loi sur l'équilibre budgétaire* a été renouvelée et modernisée. En substance, cette refonte oblige toujours le gouvernement à présenter des budgets équilibrés et ce, après les versements au Fonds des générations. En revanche, elle permet plus de souplesse pour gérer les crises et ralentissements économiques sans devoir suspendre son application.

« Toutefois, le fait qu'on s'apprête à faire face à un déficit structurel, c'est-à-dire à une situation où les dépenses dépasseraient systématiquement les revenus, indique que la loi demeurera contraignante au cours des années à venir, explique Simon Savard, directeur adjoint et économiste principal à l'IDQ, ce qui nécessitera d'établir des priorités. »

Les simulations indiquent également que l'atteinte des cibles d'endettement du Québec pourrait être compromise et ce, que les hausses salariales relatives au renouvellement des conventions collectives soient prises en considération ou non. Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, le Québec demeure à l'échelle canadienne une province endettée, d'où l'importance de maintenir les efforts de réduction de la dette.

En outre, les simulations révèlent que le poids du service de la dette se maintiendrait dans le futur, notamment parce qu'une part importante de la dette actuelle a déjà été renouvelée à des taux d'intérêt plus avantageux et qu'une baisse des taux est prévue pour les années à venir.

Les futurs arbitrages budgétaires poseront un défi de taille pour le Québec, surtout à un moment où il s'avère crucial de ne pas entraver les efforts visant à créer de la richesse.

« Pour s'assurer d'un meilleur avenir, il nous faudra trouver le juste équilibre entre maintenir une discipline budgétaire rigoureuse et investir pour accroître le potentiel économique du Québec », conclut Emna Braham.

-30-

Pour en savoir plus

Téléchargez [*Le carré de sable se rétrécit : Simulations de long terme des dépenses et des revenus du gouvernement du Québec*](#)

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

www.institutduquebec.ca | @InstitutduQC

Source :

Liette D'Amours

Responsable des relations avec les médias

514 649-2347

liette.damours@comredac.com